

# FRENE 66

---

Fédération pour les Espaces Naturels et l'Environnement – Pyrénées-Orientales  
Membre de France Nature Environnement

---

Siège social : FRENE 66 - 16, rue Petite-la-Réal 66000-Perpignan  
Tél. 04 68 34 98 26 Mail : frene66@gmail.com  
[www.frene66.org](http://www.frene66.org)

---

## ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE PARC PHOTOVOLTAÏQUE BEL-AIR A PERPIGNAN AVIS DE LA FRENE 66

### Liminaire

Sous le prétexte de la production d'énergie verte - on n'envisage jamais de réduire la production énergétique - le département des Pyrénées-Orientales est mis en coupe réglée par les porteurs de projets de parcs photovoltaïques ou éoliens. Il suffit de consulter le site de la préfecture pour s'en convaincre :

<https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-autres-procedures/Enquetes-publiques-Photovoltaïque>.

Cette politique se fait sans l'approbation des populations et d'une façon quasi générale au détriment des espaces naturels et agricoles. Elle est un facteur d'aggravation de l'artificialisation de l'espace pourtant dénoncée par le préfet de région Occitanie dans un courrier aux différents préfets.

### Le projet de parc photovoltaïque à Perpignan - Bel-Air

Il s'inscrit parfaitement dans ce contexte incontrôlé de gaspillage et d'atteinte à l'environnement tant humain que paysager.

### Sur l'aspect réglementaire

Le projet n'est pas compatible avec le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCOT Plaine du Roussillon applicable, dont l'une des actions identifiées est « A.4.2. Amorcer un nouveau modèle énergétique ».

*« En matière de solaire thermique et photovoltaïque, la priorité est donnée à la couverture des toitures et des bâtiments agricoles (serres, hangars) par des panneaux solaires. Les bâtiments d'activité sont privilégiés. Les champs photovoltaïques sont proscrits dans les zones à enjeux agricoles forts ainsi que dans les cœurs de nature. Sur les autres milieux naturels d'intérêt écologique, ils doivent faire l'objet de précautions particulières (continuité avec l'urbanisation existante, requalification d'anciennes décharges ou d'anciens sites d'extraction sous conditions, insertion paysagère et minimisation des impacts environnementaux), et réfléchis à la lueur d'une analyse coût environnemental - bénéfice. »*

### Sur les incidences humaines

Alors que l'étude d'impact comprend plus de 400 pages, le résumé des incidences sur le milieu humain est minoré. Ainsi page 121 on peut prendre connaissance d'un tableau qui néglige totalement la vie des

gens du quartier au prétexte « *qu'aucun établissement accueillant une population sensible ne se situe à proximité (moins de 400 m )* ».

Le concept de quartier et des habitudes de la population sont absents de l'étude alors que les habitants n'adhèrent pas au fait de vivre autour d'infrastructures modifiant considérablement leur paysage et leur style de vie. Le contexte d'une ville à visage humain c'est permettre d'avoir des espaces non artificialisés et d'écarter les éléments totalement étrangers à la vie urbaine. Le concept de ville, milieu géographique et social, est bafoué.

### 3.11.9 - Synthèse des enjeux sur le milieu humain

Enjeu	Intensité	Evaluation
Population riveraine, biens matériels et population sensible	Modérée	Aucun établissement accueillant une population sensible ne se situe à proximité du site (moins de 400 m). L'habitat le plus proche fait office de gîte à vocation touristique (Mas Bel-Air) et correspond au Domaine Rière Cadène. Il est situé à proximité immédiate de la zone d'étude. D'autres habitations sont présentes à moins de 100 m du site d'étude.
Activité économique	Très Faible	Le site ne représente actuellement aucun enjeu majeur pour l'économie de la commune.
Agriculture et Sylviculture	Nulle	Au droit de la zone d'étude, les sols en place ne présentent pas de qualité agronomique et n'accueille aucune activité agricole ou sylvicole.
Activité industrielle	Faible	Deux ICPE sont présentes à moins de 500 m du site d'étude. Aucune n'est classée Seveso. Le site étudié n'est inclus dans aucun zonage de Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt).

L'incidence sur la vie économique est considérée comme très faible alors qu'elle met en péril une exploitation agricole exemplaire, créatrice d'emplois de proximité.

L'incidence prétendument nulle sur l'agriculture est donc démentie par la présence du Mas Rière - Cadène.

L'incidence sur l'activité économique ne peut pas être déclarée très faible puisque cette zone n'a pas vocation à recevoir des activités strictement économiques. D'ailleurs qu'entend-on par activités économiques dans un quartier d'habitation ? Ce projet serait-il une activité économique, alors qu'il est un élément prédateur dans un contexte non transparent de subventions publiques pour des infrastructures d'énergie solaire ?

### Sur l'artificialisation du paysage et des sols

L'atteinte au paysage est considérable puisqu'il s'agit de clôturer sur 2 mètres de haut plus de 4 hectares dans lesquels se situeront des panneaux de 4 mètres de haut .

La perte des sols due au changement d'utilisation et de couverture des terres, ainsi qu'à des déversements potentiels de liquides à haute température lors de l'exploitation des panneaux solaires va indéniablement affecter la qualité des sols et des eaux en cas de ruissellement ou d'infiltration dans la nappe phréatique.

Les terres défrichées sont souvent entretenues avec des produits herbicides. Ces produits toxiques sont transportés par l'eau lors de précipitations ou le vent lors de leurs applications, avec un impact majeur sur la qualité des eaux souterraines.

C'est surtout une perte d'espace récréatif pour la population du quartier alors que ces bassins de rétention pourraient constituer une excellente substitution au manque d'espaces verts dont souffre cruellement la ville de Perpignan.

La réalisation de ce projet serait aussi la marque de l'échec cuisant du maintien d'une activité viticole périurbaine, alors que la ville naguère a reçu des subventions européennes pour ce maintien.

### Sur l'atteinte à la biodiversité

Là encore tout est minoré sous le prétexte de terrains précédemment perturbés. Cependant des espèces protégées existent et doivent être prises en compte.

Comment faire croire avec le bouleversement qu'apportera le chantier que la quasi-totalité des pieds de **l'Euphorbe de Terracine** seront épargnés ? L'atteinte à cette espèce est d'ailleurs implicitement reconnue (étude d'impact page 155).

Plus généralement, le projet va enclore une grande partie des stations locales de cette espèce. L'impact de cette « mise en défens » est difficile à évaluer mais l'impact est vraisemblablement négligeable à nul car la propagation de l'espèce ne dépend pas de la grande faune mais plutôt des insectes, voire, dans la plupart des cas, directement de l'Homme par l'intermédiaire de transport de terres.

La prétendue « mise en défens » ne peut se résumer à la clôture des lieux.

L'incidence sur les invertébrés est tout aussi négligée au motif par exemple que l'espèce est commune en Roussillon ! (Etude d'impact p. 156)

*« A signaler, la présence d'une espèce de gastéropode protégée: l'Otala de Catalogne. Cette espèce, très commune en Roussillon, et notamment au niveau de zones rudérales péri-urbaines, n'est pas menacée. »*

Pour les espèces d'oiseaux protégés comme **la Cisticole des Joncs** ou **le Cochevis Huppé** alors qu'une perte d'habitat et un risque de destruction de nichée sont avérés, l'impact du projet est évalué a maxima comme faible ! (page 157).

C'est tout l'art des études d'impact payées par le porteur du projet de se payer notre tête.

Pour ces motifs, très résumés, la FRENE 66 donne un avis très défavorable à ce projet de parc photovoltaïque dit du BEL-AIR à Perpignan.

Fait à Perpignan, le 16 décembre 2020.

Marc MAILLET  
Président de la FRENE 66

